



Ukraine : Obama brandit de nouvelles menaces contre la Russie

Par [Chris Marsden](#)

Mondialisation.ca, 14 mars 2014

wsws.org

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

À l'issue d'une réunion avec le premier ministre ukrainien par intérim, Arseny Iatseniouk, à la Maison Blanche visant à souligner le soutien américain pour le gouvernement récemment mis en place et à accentuer la pression sur la Russie, le président Barack Obama a proféré de nouvelles menaces à l'encontre de Moscou.

Obama a déclaré que Washington et la « communauté internationale rejette[raient] complètement » le référendum prévu dimanche prochain en Crimée sur la question de la sécession de l'Ukraine et de son affiliation à la Fédération russe. Il a réitéré l'exigence des États-Unis que la Russie retire ses forces de Crimée et reconnaisse le nouveau régime droitier, antirusse de Kiev, mis en place le mois dernier lors du coup d'État mené par des milices armées fascistes soutenues par les États-Unis et l'Union européenne.

Obama a dit que les États-Unis imposeraient de nouvelles sanctions si la Russie refusait de se conformer à ces exigences en affirmant que la « communauté internationale... sera obligée d'imposer un coût » pour ce qu'il a appelé des violations du droit international.

En droite ligne avec les mensonges et l'hypocrisie déployés dans les déclarations officielles des responsables américains et européens quant à la crise ukrainienne, Obama a salué les actions des milices de la place Maïdan qui ont joué le rôle principal dans le renversement du gouvernement élu pro-russe de Viktor Ianoukovitch, en les désignant comme des « gens ordinaires » luttant pour le « changement » et la « démocratie. »

Le jour même où Obama faisait ces déclarations, l'un des « combattants de la liberté » de la place Maïdan, Andriy Parubiy qui fait maintenant partie du nouveau gouvernement en tant que nouveau chef de la sécurité, annonçait que le parlement voterait jeudi la formation d'une garde nationale forte de 20.000 hommes recrutés parmi les « activistes » des protestations antirusse et dans les écoles militaires pour empêcher les « activités terroristes. »

Parubiy, l'un des dirigeants des forces dominées par les fascistes qui ont été le fer de lance du coup d'État, est décrit par Wikipedia comme ayant créé en 1991, année de l'effondrement de l'Union soviétique, « le Parti social-national néo-nazi d'Ukraine ». Wikipedia précise qu'en 2010, Parubiy avait sollicité du parlement européen qu'il reconsidère sa réponse négative quant à l'attribution du titre de Héros de l'Ukraine à Stepan Bandera, un collaborateur nazi de la Deuxième Guerre mondiale.

L'adjoint de Parubiy au sein du nouveau gouvernement, Dmytro Yarosh, est le dirigeant du

groupe fasciste Secteur droit. Ils dirigeront ensemble une milice ultra-nationaliste, approuvée et financée par l'Etat et ayant pour mission de terroriser les adversaires du nouveau régime, ainsi que les Juifs et d'autres minorités.

Obama a aussi déclaré que l'Ukraine « ne peut pas accepter qu'un pays extérieur lui dicte comment gérer ses affaires, » en ajoutant que les « seuls intérêts des Etats-Unis sont que le peuple ukrainien soit en mesure de déterminer son propre destin. » C'est probablement la raison pour laquelle les Etats-Unis injectent des milliards de dollars dans le but de rassembler dans le pays des forces intermédiaires et qu'ils ont choisi « lats » - selon les propos mémorables de la secrétaire d'Etat Victoria Nuland - pour succéder à Ianoukovitch.

Les remarques agressives d'Obama ont été étayées par celles du secrétaire d'Etat, John Kerry. Lors de son témoignage mercredi devant la Commission de la Chambre des Représentants Kerry a prévenu que la situation « pourrait rapidement empirer [en Ukraine] si de mauvais choix sont faits et que cela pourrait mal tourner, à maints égards. »

Il a précisé à la Commission vouloir s'envoler pour Londres afin d'y rencontrer vendredi le ministre russe des Affaires étrangères, Sergei Lavrov, dans ce que le gouvernement Obama décrit comme un « ultime » effort diplomatique avant le référendum de dimanche en Crimée.

La déclaration d'Obama faite à la Maison Blanche a été précédée par une déclaration des chefs du groupe G7 des principales puissances disant que le référendum de dimanche « n'aura aucune valeur juridique, » « ni aucune force morale » et qu'il ne serait pas reconnu.

Laissant entendre clairement que toute action, y compris l'agression militaire, était envisagée, le communiqué indique que, « L'annexion de la Crimée par la Russie constituerait une violation manifeste de la charte des Nations unies ; des engagements pris par la Russie en vertu de l'acte final d'Helsinki ; de ses obligations à l'égard de l'Ukraine en vertu du traité d'amitié, de coopération et de partenariat qu'elle a conclu en 1997 ; des dispositions de l'Entente de base de 1997 conclue entre la Russie et l'Ukraine ; et des engagements pris par la Russie dans le cadre du mémorandum de Budapest de 1994...

« Outre son incidence sur l'unité, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine, l'annexion de la Crimée pourrait avoir de graves implications pour l'ordre juridique qui protège l'unité et la souveraineté de tous les Etats. Si la Fédération de Russie agissait en ce sens, nous déciderons d'autres mesures, tant individuellement que collectivement. »

Iatseniouk s'est rendu à Washington pour demander une aide militaire et financière. Une promesse a été faite à l'Ukraine par Washington d'un milliard de dollars de garanties de prêt ainsi que 15 milliards de dollars venant de l'UE, mais seule la somme de 700 millions de dollars de tout ceci est actuellement en place.

Sur le terrain, les Etats-Unis sont pratiquement en train de gouverner l'Ukraine par l'entremise de leurs représentants à Kiev. Tony Blinken, conseiller adjoint d'Obama pour la sécurité nationale, en annonçant dimanche la visite de Iatseniouk, a dit lors de l'émission « Meet the Press » sur la chaîne NBC, que des équipes d'experts des départements américains du Trésor et de la Justice ainsi que le FBI se trouvaient à Kiev et s'affairaient à dénouer la « cleptocratie » du gouvernement déchu de Ianoukovitch.

Outre le financement du gouvernement et l'organisation de sa campagne contre ses

adversaires politiques, les Etats-Etats devraient remettre sur pied l'armée ukrainienne.

Mardi, le président de l'Ukraine, Oleksandr Turchynov, a déclaré, « La tâche essentielle du parlement est de demander aux pays qui sont des garants de notre sécurité de respecter leurs engagements » pour que l'Ukraine puisse reconfigurer ses forces armées. Turchynov a annoncé que l'armée ne comptait actuellement que 6.000 hommes d'infanterie prêts au combat sur une force nominale de 90.000.

Les Etats-Unis ont déjà pleinement pris le contrôle des activités militaires des voisins de l'Ukraine en engageant des manœuvres conjointes avec la Pologne, la Roumanie, la Lettonie, l'Estonie et la Lituanie et en déployant des avions radar AWACS (Airborne Warning and Control System) depuis les bases de Geilenkirchen, en Allemagne, et de Waddington, en Grande-Bretagne. Les vols AWACS ont été recommandés par le Commandant suprême des forces de l'OTAN, le général américain de l'armée de l'air, Philip Breedlove.

Lundi, le président du Conseil des chefs d'état-major interarmées américain, le général Martin Dempsey, a dit à la chaîne PBS que l'ingérence de la Russie en Ukraine « exposait l'Europe de l'Est à un risque grave. » Il n'a pas exclu une intervention militaire américaine.

« C'est une question qui à mon avis mérite d'être évaluée et réévaluée et revue au fur et à mesure que les choses évoluent, » a-t-il dit. « N'oubliez pas que nous avons, en effet, des obligations envers nos alliés de l'OTAN. »

Des jeux de guerre conjoints ont débuté mardi avec la Pologne tandis que des exercices navals se déroulaient hier en Mer noire avec la Roumanie et la Bulgarie, impliquant l'USS Truxtun, qui est doté d'une capacité nucléaire, la frégate de la marine bulgare Drazki et trois navires de guerre roumains.

Obama a déployé des efforts considérables pour tenter d'obtenir le soutien tacite de la Chine en faveur des manœuvres antirusse de Washington. Les Etats-Unis veulent que la Chine publie un communiqué disant que l'intervention russe en Crimée est illégale. Des conversations téléphoniques avec le président chinois Xi Jinping n'ont toutefois pas été concluantes.

Xi Jinping a également parlé au téléphone avec la chancelière allemande, Angela Merkel, après quoi l'agence d'information d'Etat Xinhua a souligné que les deux parties étaient d'accord quant à la nécessité d'une « médiation. »

Un élément clé des projets américains est l'obtention du plein appui de l'Allemagne pour s'assurer que l'UE adopte une ligne dure à l'égard de la Russie. L'Allemagne avait précédemment menée une politique d'engagement commercial avec la Russie. Les enjeux sont de taille, avec un investissement des firmes allemandes à hauteur de 27,7 milliards de dollars en Russie et leur participation dans plus de 6.000 entreprises russes. La Russie fournit à l'Allemagne le plus gros de ses importations de pétrole et de gaz.

En dépit de tout cela, l'Allemagne se tourne dans la direction souhaitée par les Etats-Unis, et la chancelière Angela Merkel a qualifié le référendum prévu en Crimée d'« illégal » et le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, a recouru à la menace de dures sanctions.

Le Royaume-Uni est l'autre puissance européenne à s'être déclarée préoccupée par l'impact de sanctions contre la Russie et le premier ministre David Cameron a indiqué que des

sanctions plus importantes de l'UE prévoyant des réductions d'énergie, une restriction des relations commerciales et financières n'entreraient en vigueur que si les forces russes étaient déployées au-delà de la Crimée, en territoire de l'Ukraine orientale.

Les oligarques, cependant, qui ont investi des sommes considérables à Londres ou qui y résident ne seront nullement affectés. Le journal *The Telegraph* note que les exportations du Royaume-Uni vers la Russie s'élevaient l'année dernière à 3,9 milliards de livres sterling et que les importations atteignaient 6,8 milliards de livres sterling. Plus de 60 sociétés provenant de l'ancienne Union soviétique ont été cotées ces dernières années à Londres.

Chris Marsden

Article original, [WSWS](#), paru le 13 mars 2014

La source originale de cet article est [wsws.org](#)
Copyright © [Chris Marsden](#), [wsws.org](#), 2014

Articles Par : [Chris Marsden](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca